

# I

## UN RECRUTEMENT DRACONIEN

Notre école d'agriculture (*University of agriculture school*) du Tamil-Nadu était située sur une plaine vallonnée du Marhudham. Ce petit bâtiment dont les murs reflétaient le safran, couleur sacrée de l'hindouisme et de la sagesse, avait ouvert ses portes au début de la mousson précédente. Il y avait quatre salles de cours pour un effectif de quatre-vingts étudiants. Cependant, l'effectif réel en ce début d'année scolaire était en baisse et nous n'étions qu'une quarantaine d'étudiants pour cinq formateurs.

Un grand nombre de jeunes préférait travailler sur la propriété familiale pour aider les parents à nourrir la famille nombreuse, que de s'inscrire à une école d'Agriculture, qui était, en outre, assez onéreuse.

Notre classe de second cycle avec ses vingt et un étudiants, s'apprêtait à se rendre en cours pratiques sur les collines du Nilgir pour assister à la récolte du Cinchona, plante dont on extrait la quinine antipaludique.

Nous étions à la sortie de l'école quand arriva en « rickshaw », pousse-pousse vélo, un journaliste londonien. Il s'arrêta devant le petit portail en bois de teck (spécialité de la région). Il fut accueilli par un

indien en costume de sultan, celui-là même qui faisait office de gardien du bâtiment scolaire.

Il lui ouvrit le portail et le laissa pénétrer dans la cour où le responsable de l'établissement l'attendait.

Il s'arrêta un instant pour immortaliser plusieurs clichés d'un magnifique « Rangoli » tracé au sol par les jeunes filles du premier cycle.

L'art du « Rangoli » fait partie de la vie quotidienne en Inde. C'est aussi un signe de bonheur et de protection. Ce jour-là, le « Rangoli » représentait une magnifique rosace dont les contours étaient remplis d'une poudre blanche et les pétales étaient recouverts de sable coloré.

Notre directeur avait invité le journaliste à visiter l'établissement pour rédiger un article publicitaire afin d'inciter les jeunes étudiants du Tamil Nadu à s'orienter vers cette nouvelle école d'Agriculture.

Notre sortie en cours pratiques avait été reportée pour le lendemain, suite à la venue de ce journaliste. Il désirait s'entretenir avec les étudiants de notre classe.

Le formateur vantait nos mérites et était convaincu que toute l'économie agricole du Tamil Nadu était dans cette jeunesse montante. Cependant, nos espoirs étaient vains, puisqu'une vague de sécheresse sévissait depuis plusieurs mois et que les récoltes commençaient à être décimées. Certains parents abandonnaient déjà leur plantation en attendant les premières pluies et se faisaient embaucher chez les « Zamidars », les gros propriétaires terriens. Ces propriétaires occupaient la région montagneuse du « Kurunji » où les très nombreux arbres de cette forêt dense fournissaient de la matière première à bon nombre d'industries de campagne.

À la fin de l'entretien avec notre formateur et pendant l'interclasse, le journaliste nous avait rejoints. Nous nous sommes tous rassemblés autour de lui. Il nous interrogea et perçut que certains d'entre nous étaient fort inquiets de l'avenir de notre économie agricole. Entre mousson, inondation et sécheresse les pertes étaient considérables.

Il profita pour nous annoncer qu'une forte demande de main-d'œuvre était réclamée dans toute la Caraïbe et surtout dans les colonies françaises. Il y avait urgence. Il ajouta que l'abolition de l'esclavage avait été signée définitivement. Les Noirs d'Afrique, affranchis, devenus rebelles, refusaient de travailler pour les colons qui les avaient maltraités durant des décennies. Il nous apprenait que depuis 1854, un contingent d'indiens était parti sur le navire « Aurélie » à destination de ces îles. Plusieurs autres navires avaient suivi. Un contrat de cinq ans avait été établi entre les gouvernements français et britannique.

De plus, il nous traduisait en anglais un article d'une revue coloniale française qui relatait que les travailleurs indiens étaient recrutés essentiellement dans les cinq comptoirs français de l'Inde : Pondichery – Karikal – Mahé – Yanaon et Chandernagor.

Une minorité était retournée en Inde après leur contrat de cinq ans, les autres étaient heureux de vivre sous les tropiques et avaient renouvelé leur contrat.

Cependant, les travailleurs des différents comptoirs ne suffisaient pas à combler la main d'œuvre de ces îles.

Cette aventure paraissait bien alléchante pour certains d'entre nous. D'autant qu'au bas de cet article, on pouvait lire qu'une convention franco-anglaise avait été signée le 1<sup>er</sup> juillet 1861. Elle stipulait que le gouvernement français était autorisé à recruter et à engager des volontaires pour l'immigration sur les territoires indiens appartenant à la Grande Bretagne, mais sous étroite surveillance des autorités anglaises.

Nous écoutions avec attention le journaliste qui, à travers ses propos, nous faisait rêver d'un eldorado à l'autre bout du monde.

Nous avions entre 17 et 18 ans et notre but était de réussir l'examen de fin de cycle qui nous permettrait de nous investir totalement dans l'agriculture avec des méthodes plus performantes, mais également pour assurer des lendemains meilleurs à nos parents. 60 % d'entre-eux appartenaient à la classe moyenne des agriculteurs.

Le journaliste était reparti, en nous promettant de revenir dans une semaine, avec un agent recruteur pour les volontaires.

Après notre frugal déjeuner, nous nous sommes tous regroupés sous un énorme caoutchouc, l'unique arbre qui nous protégeait du soleil, durant la période des grandes chaleurs, pour discuter de cette éventuelle aventure. Certains d'entre nous étaient sceptiques, d'autres convaincus.

Pensionnaires dans cet établissement, nous n'étions pas tous des mêmes provinces.

Sur les vingt et un élèves, neuf d'entre nous étaient originaires de Madras, actuel Chennai, les douze autres arrivaient du Marudham, plaine très fertile du territoire. Ces derniers étaient tous de reli-

gion musulmane, tandis que notre groupe de neuf était de religion hindouiste ou catholique.

En fin de chaque semaine, nous retrouvions nos familles respectives.

La sécheresse continuait à sévir, la mousson de l'année précédente avait fracassé les rizières et les tiges de riz s'étaient couchées dans la boue séchée, les plantations de thé et de tabac avaient subi le même sort.

Seules les plantations de coton avait résisté aux intempéries, mais les récoltes étaient maigres et insuffisantes pour l'industrie du textile.

Nos parents de la région de Madras étaient tous désespérés devant l'ampleur du désastre et décidèrent de se faire embaucher pour une période assez longue soit chez les « Zamidars », soit dans les mines de quartz, de gypse ou encore dans les tranchées de sel bien loin de Madras et ce, en attendant les premières pluies. Ceux de la région de Marudham profitaient encore de leur récolte, leur terrain était plus humide, donc plus fertile.

Après moult discussions avec nos familles, elles finirent par nous laisser l'entière liberté du choix de nos projets.

Dès notre retour à l'école, nous recommencions à discuter de cette expatriation vers les colonies. C'était tentant, un contrat de cinq ans puis le retour au pays, les poches pleines de roupies. De quoi faire vraiment rêver. Néanmoins, seuls neuf de notre groupe, originaires de Madras, étaient volontaires pour s'expatrier, tandis que les douze autres venant de Marudham étaient catégoriques : « Non » disaient-ils, nous refusons d'émigrer vers ces colonies, si loin de notre terre natale ». D'ailleurs, ceux-

là étaient de castes supérieures et leurs parents possédaient des terres vers les plaines irriguées par les rivières. Certains étaient propriétaires de plusieurs hectares de forêts, riches en bois d'industrie mais aussi en bois de santal, ou bois d'excellence. Leur avenir était déjà assuré à la fin de leur cycle d'études d'agriculture.

Nous en avons informé notre chef d'établissement qui n'accepta pas que nous quittions l'école. L'effectif allait à nouveau chuter et cette unité d'agriculture risquait d'être déplacée vers une autre province du Tamil-Nadu. Il était furieux d'avoir invité ce journaliste londonien. Il prit immédiatement la décision de lui interdire l'accès de l'établissement.

Cette résolution ne nous déranga nullement puisque renseignements pris par l'un de notre groupe, un centre de recrutement pour les colonies anglaises était, depuis fort longtemps, mis en place et une agence d'émigration avait vu le jour sur le port de Madras après la convention de juillet 1861.

Deux semaines plus tard, le journaliste s'était présenté à notre établissement mais des consignes avaient été données et l'entrée du portail lui fut fermée. Il rebroussa chemin, fort déçu, mais trouva une autre astuce pour garder le contact.

Moyennant quelques roupies, il demanda au conducteur du pousse-pousse de nous remettre à la fin de la semaine, sa carte de visite pour que nous puissions le contacter. Le gardien accepta. Il lui promit de nous remettre les cartes. En tant que musulman, il n'avait pas le droit de désobéir pour une mission rémunérée.

Nous étions en janvier 1868, l'émigration vers les colonies françaises se poursuivait. Il fallait voyager

en fonction des conditions météorologiques. D'ailleurs, la convention de 1861 autorisait les départs à destination des colonies françaises de la mi-juillet à la mi-mars. Les voiliers appréciaient la période de la mousson d'hiver pour naviguer au calme vers le Cap de Bonne Espérance.

En fin de semaine, le conducteur du pousse-pousse avait accompli auprès de nous sa mission. Immédiatement, l'un de nous s'était porté volontaire pour retrouver le journaliste afin qu'il nous guide vers ce nouvel horizon. Ce fut Dayal. Nous étions bien décidés à signer un contrat pour nous expatrier.

Notre groupe de neuf se composait de quatre filles Anala Manorama, Madhuri et Naïma, et de cinq garçons Dayal, Anil, Mukesk, Manish et moi Sohan. Nous avons tous dix huit ans sauf Naïma, la plus jeune, qui en avait dix sept. Dayal et Anil étaient fils de propriétaires de tabac, tandis que les parents des autres possédaient des hectares de rizières et de coton, indispensables pour l'industrie textile. Mes parents avaient une plantation de quelques hectares de piments, de thé et d'arachides uniquement réservés pour l'exportation.